

nous, de l'opposition, avons signalé au gouvernement les conséquences graves de son manque d'attention envers cet important problème au regard de notre vie économique, car le blé est l'une des denrées qui ont contribué le plus à façonner notre commerce extérieur.

Le Syndicat du blé de la Saskatchewan a fait certaines recommandations: s'efforcer d'obtenir une plus grande stabilité dans les prix et ajouter aux fonctions de la Commission du blé la mise en marché de la graine de colza, de la graine de lin et du seigle. Toutefois, le gouvernement n'a donné aucun encouragement dans ce sens. Il a aussi recommandé une sorte de tribunal des relations patronales-ouvrières en vue de réduire le nombre des coûteux arrêts de travail au Canada. D'après l'exposé du Conseil économique du Canada publié aujourd'hui, le gouvernement aurait une certaine responsabilité à cet égard. Sans pouvoir en trouver la référence exacte en ce moment, il me semble que l'exposé dit, comme nous de l'opposition, que les mesures prises par le gouvernement pour régler les questions de salaires ont établi une situation qui a entraîné une instabilité constante du salariat.

Le Syndicat du blé de la Saskatchewan demandait également l'assurance que le tarif de transport du grain conformément à l'accord du Pas du Nid-de-Corbeau sera maintenu pour l'Ouest et que le péage sur la voie maritime du Saint-Laurent ne sera pas majoré. Il demandait, en outre, que le gouvernement prenne des mesures pour arrêter l'inflation. Ceci nous amène à l'amendement proposé par le député de Burnaby-Coquitlam, pour y exprimer le regret que le gouvernement n'ait pas adopté des politiques visant à faire profiter équitablement du relèvement de la productivité tous les groupes existants au Canada.

On en a parlé au cours de la dernière campagne électorale. Il a été question de ce que le gouvernement pourrait faire pour s'attaquer à ce problème. Certains disent que des promesses faites en temps d'élection ne sont que des promesses électorales dont le sort est de tomber ensuite dans l'oubli. Je désire faire inscrire au compte rendu deux initiatives préconisées par les membres du gouvernement alors dans l'opposition au cours d'une campagne électorale et répétées au cours d'une session suivante du Parlement.

• (8.30 p.m.)

On a proposé que les cotisations municipales d'impôt deviennent déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu. On a aussi proposé l'adoption d'une loi sur les prêts aux consommateurs en vue d'accorder aux citoyens la même assistance que celle dont jouissent les cultivateurs aux termes de la loi sur le prêt

[M. Nasserden.]

agricole. Je me rappelle aussi comment les honorables vis-à-vis se sont moqués de nous quand nous avons proposé de rendre la loi plus sévère afin de nous assurer que les industries de l'automobile, qui obtenaient 50 millions de dollars par année, en fassent bénéficier les acheteurs canadiens de voitures.

Presque tous ceux qui ont pris la parole avant moi au cours du présent débat ont évoqué la situation défavorable des provinces Maritimes et de certaines régions du Québec. Tous, y compris le ministre de l'Agriculture, ont reconnu que l'agriculture retarde sur d'autres secteurs de l'économie. Il y a presque trois ans que le gouvernement actuel est au pouvoir. Les libéraux avaient déclaré, je m'en souviens, qu'ils avaient élaboré des programmes pour résoudre les situations critiques, comme celle dont nous souffrons actuellement. Mais qu'ont-ils fait?

J'aimerais rappeler aux députés que nous passons par ce qu'on a appelé la plus grande période d'expansion de notre histoire. Je me souviens que lorsque les honorables députés ministériels étaient de ce côté-ci de la Chambre ils ont proposé au gouvernement d'établir un budget excédentaire et non déficitaire, afin de combler les futurs déficits des années maigres. Ces mêmes représentants, aujourd'hui au pouvoir, n'ont pas accumulé d'excédent au cours de cette période d'expansion malgré les vantardises de leurs représentants des premières banquettes ou de l'arrière-ban. Ont-ils oublié leurs propos de députés de l'opposition et les méthodes qu'ils se proposaient d'employer? D'après eux, tout était simple, mais maintenant nous nous trouvons dans la situation difficile créée par le coût de la vie et les taux d'intérêt les plus élevés de l'histoire du pays. Nous sommes aux prises avec une politique d'argent serré et une pénurie d'argent pour la construction domiciliaire.

Le gouvernement n'a pas seulement failli à son devoir de donner des chances à nos jeunes, mais il a sacrifié leur avenir avant même leur départ de nos universités. Nous sommes maintenant saisis de cet amendement qui dit que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas présenté des programmes destinés à produire une distribution équitable de la productivité et du revenu national croissants parmi tous les groupes au Canada. Y a-t-il quelqu'un au Canada qui n'est pas pleinement d'accord avec le texte de cet amendement?

M. H. A. Olson (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, l'amendement présenté par le chef du Nouveau parti démocratique est très intéressant. Le préopinant a demandé s'il y a quelqu'un dans notre pays qui n'est pas d'accord avec un amendement qui préconise tout ce qui est bon et qui est contre tout ce qui est